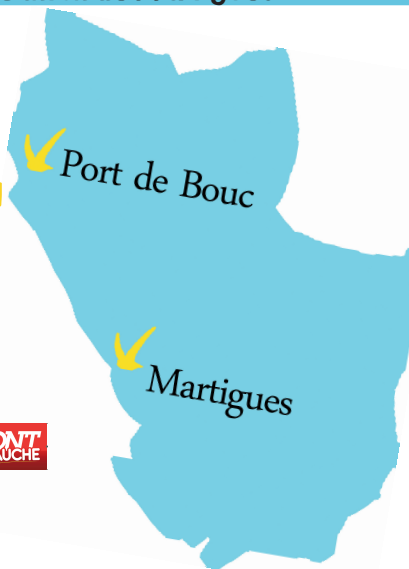


Pour un département

SOLIDAIRE

La Lettre
de vos Conseillers

Evelyne Santoru-Joly & Gérard Frau



Edito

Juin. 2016

Voici le premier numéro de votre journal de canton. Celui-ci marque notre volonté de vous associer en permanence et de rendre compte de notre action. Nous sommes certes des élus d'opposition dans le nouveau Conseil Départemental mais nous jouons pleinement notre rôle, loin des postures idéologiques, pour faire avancer, sans cesse, la solidarité, l'accès au logement, aux soins, au service public en général et pour accompagner les acteurs de la vie locale, particulièrement les associations, les clubs sportifs ou encore les centres sociaux et maisons de quartier. C'est pour cela que nous sommes force de propositions. Par ailleurs, nous sommes les élus du canton, majoritairement désignés par la population et nous usons de cette légitimité pour défendre les projets et actions de proximité.

Cette année a été traversée par une période de turbulences avec la mise en place de la Métropole Aix-Marseille. Nous serons vigilants afin que cette « super structure » respecte notre territoire.

Nous veillerons à ce que la population soit au cœur des préoccupations de notre Assemblée et que les transferts de personnels ou de compétences ne se traduisent pas par une dégradation du service public. Nous refusons cette politique concentrationnaire qui n'est dictée que par une seule volonté, faire des économies, détruire le service public et éloigner les centres de décision des citoyens.

Le Département est un acteur majeur de la solidarité et de l'insertion. C'est même sa raison d'être. Aucune autre structure ne peut le remplacer au nom des politiques libérales dictées par Bruxelles.

Dans les bureaux de poste, les permanences de la CPAM ou de la CAF, les transports ferroviaires, les Maisons de la Solidarité ou le secteur de l'énergie la situation se dégrade, alors que notre canton mériterait plus de services publics! Avec la loi NOTRe le Département devient le chef de file de l'élaboration du Schéma Départemental des services publics. Avec les élu-e-s du territoire, particulièrement les Maires, nous contribuerons, comme nous l'avons fait pour la CAF ou la CPAM, à vous associer pour défendre le service public de proximité qui est le vrai vecteur du lien social et de la réduction des inégalités. Le fort mouvement social qui traverse notre pays, au travers d'une loi travail inacceptable, est porteur de ces aspirations plus larges pour une société digne et solidaire.

Avec vous, de toutes nos forces.

Evelyne Santoru-Joly Gérard Frau

Vos Conseillers Départementaux – Canton de Martigues



sommaire

P2 - P3 LA VIE DU CANTON

P4 LA VIE DU GROUPE

**Vous souhaitez
nous contacter,
nous rencontrer**

Conseil Départemental 13
Hôtel du Département
13256 Marseille Cedex 20

Téléphone : 04.13.31.12.42
04.13.31.12.49

Courriel

gerard.frau@cg13.fr
evelyne.santoru@cg13.fr

Facebook

[groupe-communistes-et-partenaires](#)
Avec vous, de toutes nos forces !

RETOUR SUR LES CONSEILS DE CANTON

Comme nous nous y étions engagés, nous avons créé le conseil de Canton de Martigues, Port-de-Bouc dès le mois d'octobre. Nous l'avons à nouveau réuni au mois de mars, la veille du vote du budget du Conseil Départemental. Notre volonté permanente, est d'associer, sous toutes les formes les citoyens à la vie du Département et de notre canton. Nous vous l'avons dit à maintes reprises, nous ne sommes pas élu-e-s pour "occuper des postes" mais pour construire avec vous les réponses du quotidien et de l'avenir dans une société qui se fragmente et n'apporte pas les réponses aux immenses besoins des populations, particulièrement les plus démunis, mais aussi des acteurs associatifs, sportifs, culturels ou économiques. Cette rencontre a permis d'alerter sur les choix budgétaires du Département qui s'avèrent dangereux en matière de solidarité, d'insertion, d'endettement de notre département. S'agissant des collèges, après avoir annoncé la fin de l'opération "Ordina 13", nous apprenons que finalement les collégiens seront progressivement équipés de tablettes tactiles, ce que nous proposons lors de la campagne électorale et qui était annoncé par l'ancienne majorité de gauche depuis janvier 2015...

Par ailleurs, s'il est à craindre des retards dans la réhabilitation de certains collèges, la reconstruction du collège Pagnol à Martigues, du collège Paul Eluard à Port de Bouc et la réhabilitation du collège Daumier devraient débuter en 2017. Ce Conseil de canton nous a permis d'échanger avec des parents d'élèves et responsables d'établissements sur les questions d'éducation mais également sur les moyens alloués aux collèges dans le domaine technique, comme par exemple la disparition des référents techniques. Nous avons sollicité, à cet effet, Madame la Conseillère départementale déléguée aux collèges et restons dans l'attente d'un rendez-vous. Nous réunirons, à nouveau, notre conseil de canton à la rentrée avec une rencontre prévue spécifiquement avec le tissu associatif.

Ce journal de canton est également un moyen d'échange et marque notre volonté de vous informer et de vous associer à notre mandat d'élus comme nous l'avons fait depuis le début avec le collectif "Avec vous, de toutes nos forces"



CENTRE SOCIAUX : Nouvelle convention, des craintes de baisse de moyens !!

Implantés dans les quartiers depuis de nombreuses années, les centres sociaux jouent un rôle important dans différents domaines notamment l'accompagnement social. Jusqu'ici ils ont pu grâce à une convention tri annuelle, bénéficier des moyens nécessaires à leur fonctionnement et à la mise en œuvre d'actions positives et efficaces en direction des populations parmi les plus fragilisées.

Or, cette convention va être rediscutée prochainement.

C'est pourquoi les élus de mon groupe seront extrêmement attentifs au nouveau contenu et aux moyens qui seront définis. Ils se positionneront afin que les centres sociaux puissent bénéficier des moyens nécessaires à leur fonctionnement leur permettant de mener à bien leurs actions et activités.

Des rencontres avec les acteurs sociaux sont d'ores et déjà programmées.



MANIFESTATIONS

Avec les territoriaux, dockers, employés de Carrefour et d'autres grévistes du canton et d'ailleurs, Evelyne Santoru-Joly et Gérard Frau étaient présents et manifestaient avec eux contre la loi travail pour exprimer d'une part leur indignation et leur colère face à la violence que déploie le gouvernement et d'autre part pour affirmer leur soutien actif au mouvement social qui grandit et qu'il faut amplifier pour le retrait de cette loi.

Le gouvernement veut imposer aux Français cette Loi régressive, au moment où l'on fête les 80 ans du Front Populaire, date historique au cours de laquelle les plus grandes conquêtes sociales, dont les congés payés, ont été gagnées de haute lutte permettant mieux vivre, bonheur et liberté !



COMMEMORATIONS MAI 2016 :

A Port de Bouc et Martigues : 19 mars, Armistice 8 Mai 1945, Génocide Arménien, journée de la Résistance et Cérémonie du Fenouillet. Evelyne Santoru-Joly et Gérard Frau ont participé à ces commémorations pour dire l'importance du devoir de mémoire, rappeler l'inanité des guerres, condamner les génocides et transmettre un message de paix et de tolérance aux jeunes générations.



CULTURE : Non à la baisse des Subventions !

« La Culture, l'éducation populaire, sont indispensables à l'émancipation humaine. Etre spectateur-trice, pratiquer une discipline, quelle qu'elle soit, participe au bien-être, rend curieux, ouvre l'esprit »

Evelyne Santoru-Joly, dans un courrier à Martine Vassal affirmait : *« diminuer de manière globale les subventions aux associations et structures culturelles est préjudiciable tant à la survie de ces associations, de ces structures, qu'au mieux vivre ensemble. Ceci étant vrai pour d'autres domaines tels que le social, le sport, le loisir, l'éducation, le droit des femmes etc C'est le cas du Centre Culturel Théâtre Le Sémaphore, à Port de Bouc. Labellisé Théâtre Régional, qui voit cette année sa subvention départementale de fonctionnement diminuée de 15.000 €, alors que le Théâtre des Salins subit une baisse de 8000 €. Cette baisse risque de se traduire par la suppression d'une ou plusieurs de ces actions, ce qui n'est pas envisageable car elles contribuent toutes à la cohésion et au lien social, d'autant que la commune, avec un faible budget, ne pourra compenser cette baisse. »*

Les Conseillers Départementaux ne manqueront pas de continuer à intervenir pour appuyer des demandes de financement supplémentaires.

Affaire à suivre...

HÔPITAL groupement hospitalier de territoires

Gérard FRAU et Gaby CHARROUX, Député-Maire, participaient le 2 juin à un débat sur les Groupements Hospitaliers de territoire organisé par le syndicat C.G.T. de l'hôpital de Martigues. Ces GHT, issus de la loi santé de janvier 2016, organisent une véritable métropolisation de nos structures hospitalières.

Guidés par la seule volonté d'économies sur la santé qui se traduira par 22 000 suppressions de postes au niveau national, ces groupements vont mettre à mal l'accès aux soins en proximité et rendre encore plus difficiles les conditions de travail du personnel hospitalier.

Nous réclamons, à l'inverse, que des moyens nouveaux soient mis à disposition de notre hôpital qui augmente son activité alors que ses moyens se réduisent. Alors que le montant des exonérations sociales aux employeurs est de 33 milliards d'euros sans retour sur la création d'emploi, cet argent serait bien plus utile à tous pour la santé et un hôpital public qui réponde aux vrais besoins des usagers et des personnels.

Ensemble, défendons notre hôpital public.



Un BUDGET sous le signe de l'austérité !

Notre groupe n'a pas voté le budget proposé par la majorité départementale, marqué par une baisse sans précédent des budgets culture, sport et vie associative. Dans une société qui se fragmente, où il nous faut conserver et développer notre vivre-ensemble, c'est une mauvaise route.

Par ailleurs, alors que la majorité, avant les élections, annonçait qu'elle allait réduire la dette, celle-ci va exploser. Le stock de dette passera de 513 millions d'euros en 2015 à 962 millions d'euros en 2018. C'est irresponsable d'autant que cela ne permettra pas de dégager des marges supplémentaires pour le service public départemental.

La SOLIDARITÉ doit continuer à être une priorité

Nous condamnons les décisions en direction des publics les plus fragiles mais également de tous les publics. Des symboles de l'action de la nouvelle majorité en matière sociale :

- **Suppression des ordinateurs** dans les collèges alors que nous proposons l'équipement en tablettes numériques de l'ensemble des collégiens du département,
- **La suppression de la prime de Noël** remplacée par une prime de 50 euros par enfant,
- **La réduction des conditions de la gratuité des transports** pour les bénéficiaires du RSA.

VOUS POUVEZ RÉAGIR DONNEZ VOTRE AVIS

Contact : Sophie CELTON

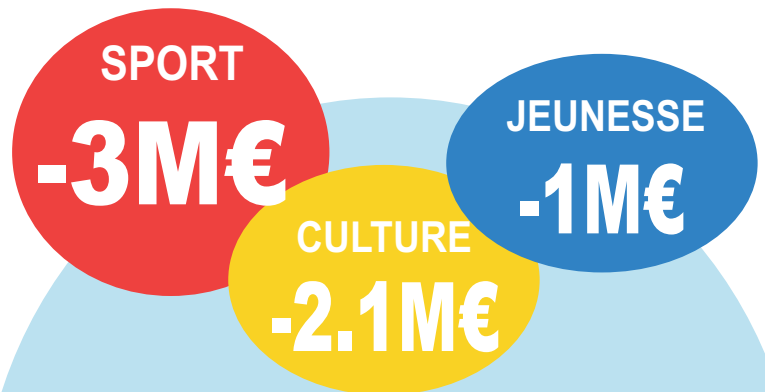
Collaboratrice du groupe Communistes et Partenaires

Email: sophie.celton@cg13.fr

Téléphone : 04 13 31 08 52 Fax : 04 13 31 26 21

Groupe Communistes et Partenaires
Hôtel du Département
52, avenue de Saint-Just
13256 Marseille Cedex 20

20% de baisse de subventions aux associations :



Notre Département compte dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Le mouvement associatif c'est :

- **6 975 établissements employeurs** soit **9.6%** des établissements employeurs et **10%** des établissements privés.
 - **71 416 salariés** soit **10%** des salariés du département et **13.4%** des salariés du privé.
- 1.8 Milliards de salaires bruts distribués et 76% de contrats à durée indéterminée. C'est un véritable **acteur de l'économie et de l'emploi.**



Des DOTATIONS de l'Etat en baisse :

François Hollande a annoncé au Congrès des Maires 1 milliard de moins pris aux collectivités sur les 3,7 milliards prévus.

L'heure n'est pas à se sentir « rassurés » par ce recul partiel, mais plus « motivés » que jamais pour obtenir des succès car on est encore très loin du compte.

L'Etat continue à ne pas honorer ses engagements de compensation des prestations comme c'est le cas pour l'APA avec **-105 M€** ou le RSA avec **-108 M€**. Cette baisse des dotations c'est donc **-244 M€**.

244 M€ qui ne sont pas investis pour la population et les projets des Bouches du Rhône.